

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Tchernobyl-en-France-p-32>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°27 > **Tchernobyl en France**

1er juillet 2005

Tchernobyl en France

□Un mensonge d'Etat organisé□

Jean-Charles Chatard réside en Corse où il tient une entreprise de presse. Il a produit plusieurs reportages sur la catastrophe de Tchernobyl, allant filmer jusque dans la zone interdite en Ukraine.

Question : Le dernier reportage sur France 2 titrait □Mensonge ou négligence d'État ?□, avec tout ce que l'on sait désormais, comment peut-on encore envisager de la négligence ? Ne s'agit-il pas véritablement d'un mensonge organisé ?

Jean-Charles Chatard : En fait, il faut savoir que le reportage prêt à diffuser a été livré très tardivement à mes deux consociaux d'Envoyé Spécial, c'est-à-dire le jour même de la diffusion, à 10 heures. Au départ, le titre du film était Tchernobyl : un mensonge d'état, mais après de longues et âpres discussions, il nous est apparu nécessaire de rectifier honnêtement le tir en y ajoutant le terme négligence. Dans cette nébuleuse, nous avons eu la sincère conviction que certains ont menti à l'insu de leur plein gré et d'autres non.

Malgré la mise en place d'un mensonge organisé, et ceci chapeauté par certains membres influents du premier gouvernement de cohabitation, sachez qu'il y a eu aussi une succession d'incroyables négligences, de dysfonctionnements et d'incompétences tout au long de la chaîne de responsabilité, c'est-à-dire de la tête du pouvoir jusqu'au fonctionnaire lambda en Préfecture.

La principale négligence est d'avoir fait aveuglement confiance à deux ou trois fonctionnaires de renom qui ont maquillé en toute connaissance de cause des données scientifiques cachant ainsi la vérité sur les retombées nucléaires du nuage de Tchernobyl en France.

Oui, à titre personnel et avec ma longue connaissance du dossier (depuis 1998) , je suis aujourd'hui en mesure d'affirmer que des politiques et des grands pontes de prestigieuses administrations ont organisé un mensonge d'état. Pour deux raisons simples, d'une part, il s'agissait de préserver les libres circulations et exportations des produits agricoles français au sein de la CEE et d'autre part, de maintenir le leadership de l'industrie française du nucléaire dans le monde. C'est donc par réflexe économique que certains irresponsables et délinquants en col blanc ont sacrifié la santé de nos concitoyens français. Vous aurez fait le rapprochement par vous-même, entre ceux qui semblent être

les grands absents de mon reportage, et ceux qui par contre, n'ont pas pris la poudre d'escampette à l'approche de la caméra.

Vous établissez clairement en tout cas les fausses cartes météo. Qui pouvait agir sur ces services ?

Avec ma consoeur Laurence Jourdan, il nous a semblé crédible que Monsieur Pierre Pellerin, fondateur du SCPRI, c'est-à-dire la principale autorité en matière de sécurité sanitaire des français, avait eu la main mise sur le contenu des cartes présentées et signées les yeux fermés par la météorologie française. Pourtant, à l'époque, ce service de l'état ne dépendait pas du Ministère de la santé. Alors que s'est-il passé ?

Il y a eu quatre phases :

1) Dès le 29 avril, soit trois jours après l'explosion, les centrales nucléaires et la quasi-totalité des centres CEA situés dans la partie Est de la France ont détecté une forte hausse de la radioactivité ambiante, et de surcroît, d'origine artificielle. De multiples signaux d'alarme ont été directement envoyés à Monsieur Pellerin mais celui-ci, en toute connaissance de cause, n'a rien communiqué aux journalistes et donc aux citoyens français. ()

2) Le 30 avril, vers 17h, Brigitte Simonetta, journaliste à France 2, vient prendre comme d'habitude des informations au siège de Météo France. Selon ma consoeur, deux types d'information lui ont été communiqués : les prévisions normales puis un supplément sur la position et l'évolution du panache radioactif. Selon Météo France, un anticyclone présent sur la France offrait une véritable barrière de protection et était suffisamment puissant pour repousser les particules radioactives venant de l'est de l'Europe. De retour, à la rédaction de France 2, c'est Paul Nahon, alors directeur de la rédaction qui a proposé de mettre le fameux STOP sur la carte météo du jour. Pourtant, ce soir là, les prévisionnistes de Météo France disposaient des informations de Monsieur Strauss, qui montraient nettement que le panache avait envahi la France. ()

Quand nous avons posé la question au directeur de Météo-France, Monsieur Labrousse ainsi qu'à son adjoint, Monsieur Lepas, ceux-ci nous ont juré dur comme fer que la carte des prévisions présentée à Brigitte Simonetta ne provenait pas de Météo France, mais alors de qui ? Sûrement du commis de l'état, Monsieur Pellerin, directeur du SCPRI qui communiquait sans arrêt que la France était totalement épargnée par les retombées de Tchernobyl. En fait, par la suite, il a été prouvé que le panache était resté une bonne dizaine de jours au dessus de nos têtes en Corse.

3) Début Mai 86, devant la gravité des faits, Jacques Chirac, informé par son chef de Cabinet, Maurice Ulrich, a pris l'initiative d'organiser secrètement une réunion interministérielle à Matignon au cours de laquelle participait l'ensemble des représentants des services de l'état dont Monsieur Labrousse. Au cours de cette réunion, le Directeur de Météo France n'a jamais eu la possibilité de montrer le méticuleux travail cartographique et les futures prévisions effectués par l'un de ses ingénieurs, Monsieur Strauss. C'est à partir de ce moment clef, selon Monsieur Labrousse, que l'affaire n'était plus dans les mains de Météo France. Il fallait donc passer par un certain canal, bien plus rassurant, en l'occurrence celui de Monsieur Pellerin, Directeur du SCPRI.

4) Par la suite, Monsieur Pellerin a réussi à faire le forcing en imposant des messages rassurants sur les répondeurs de Météo France. Je me souviens très bien qu'à cette époque, Serge Guardiola, alors jeune ingénieur de Météo France à Ajaccio, avait dénoncé cette situation sans le moindre contrôle de l'information auprès de sa hiérarchie, mais ce fut sans résultat.

Vous y dévoilez, notamment, l'information que la France n'a pas appliqué les directives européennes concernant les taux de radioactivité à surveiller, tous les services concernés étaient-ils au courant pour ces mesures ?

Absolument !!! Le chef de l'État, les ministères, les préfetures, les DRASS, les DSV, les services de la répression des fraudes, etc., toute l'administration française était au courant de l'ampleur de la contamination dans la chaîne alimentaire, tous les services de l'État savaient que des produits frais dépassaient largement les normes de commercialisation édictées par la CEE, mais au contraire de nos voisins européens, aucune mesure d'information au public voire de précaution sanitaire n'a été prise.

Dès que les premières analyses effectuées dans les denrées alimentaires ont dépassé les normes de commercialisation, l'Élysée et Matignon ont été tenus informés en direct. Dès lors, un système de rétention d'information, c'est-à-dire, une sorte d'anticyclone ministériel avec l'accord de Matignon s'est mis en place et a vu le jour grâce au travail de sape de sept ministères : intérieur, santé, industrie, agriculture, environnement, économie et affaires étrangères.

Le professeur Pellerin semble le personnage central de cette organisation du mensonge... croyez-vous qu'il soit général ou simple soldat ?

Il me paraît clair qu'il a été l'un et l'autre. D'abord, un bon général quand il a fallu taire la situation catastrophique de la contamination présente sur l'ensemble du territoire ; ce qui permettait ainsi d'assurer la pérennité de la production agricole et du programme nucléaire. Puis un simple soldat pour des ministres irresponsables, qui dès les premières heures de la crise s'en sont servis habilement, et qui, par la suite, se sont clairement défaussés sur lui !!!

Il est évident que de nombreux ministres ont pêché, au moins par incompetence et négligence... mais vu les informations qui filtraient malgré tout à l'époque, croyez-vous qu'ils n'aient été que incrédules ou négligents ?

() Pour répondre à votre question, je dirais incrédules et négligents au départ puis par la suite très conscients dans leur prise de décision.

Pourquoi la vérité a-t-elle été cachée ?

C'était essentiellement afin de ne pas affoler la population française. Pourquoi ? Très clairement : une histoire d'argent et une culture du secret héritée du nucléaire militaire. Certains ont trouvé convenable de sacrifier partiellement la santé des Français au détriment du prestige et des intérêts financiers de l'agriculture et de l'industrie française.

Article paru dans Arriti (magazine Corse) - Mai 2005

Si vous souhaitez obtenir une copie sur DVD du reportage diffusé dans l'émission Envoyé spécial, Tchernobyl et la France : mensonge ou négligence d'Etat ? diffusée sur France 2, le jeudi 12 mai à 20 h 50., merci de faire parvenir un chèque de 35 euros, port compris, à la société (indépendante) qui a produit le document : Corse TV, 40 boulevard Paoli, 20200 BASTIA - Chèque à l'ordre de Corse TV.